

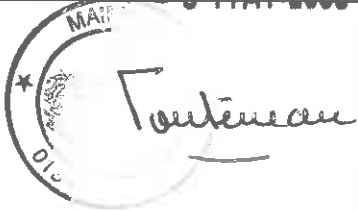
Département de L'Ain

PLAN LOCAL D'URBANISME

ATTIGNAT



Pièce n°7 : LISTE DES SERVITUDES

Vu pour être annexé à notre délibération en date de ce jour LE MAIRE, 5 MAI 2008	Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour LE PREFET,	Pour copie conforme
		

LISTE DES SERVITUDES

L'occupation et l'utilisation des sols sont affectées des servitudes suivantes, reportées sur les plans des servitudes et d'informations ci-joint, établis par les services de la Direction Départementale de l'Équipement :

- **Réseau de télécommunications :**

- **Servitude PT3, câble 1476** (arrêté préfectoral du 6 mai 1988)
- **Servitude PT2, liaison Ramasse – Montrevel-en-Bresse.**

- **Servitudes relatives aux voies bruyantes :** autoroute A 40 (voie de type 1 nuisances sonores importantes) et RN 479 (voie de type 3).

- **Servitudes radio-électriques :** protection radio électrique de la station d'Attignat, sise lieudit "Péage autoroute de Bourg-Nord", qui implique une zone de dégagement d'un rayon de 100 m entre les obstacles et la station TV dans les azimuts compris entre 20° et 350° et une zone de protection d'un rayon de 300 m contre les perturbations. Dans cette zone, sont interdites la production et la propagation de toutes perturbations radio-électriques susceptibles de nuire au fonctionnement du centre.

Les dispositions qui peuvent être prises dans le cadre de l'aménagement de votre commune doivent intégrer la desserte des services audiovisuels et il convient de rappeler la circulaire ministérielle 77-508 du 30 novembre 1977 à Messieurs les Préfets sur la gêne apportée à la réception de la télévision par les immeubles pouvant constituer des masques importants.

Cette circulaire prescrit d'appeler l'attention des promoteurs et des constructeurs sur l'obligation qui leur est faite de rétablir des conditions normales de réception des émissions télévisées dans le cas où l'immeuble dont ils envisagent l'édification créerait une zone d'ombre artificielle dans son voisinage (article 112.12 du code de l'habitation et de la construction).

Il convient également de mentionner la circulaire du 20 janvier 1977 modifiée par la circulaire du 29 novembre 1983 de Monsieur le Premier Ministre sur la desserte de la télévision.

Cette circulaire appelle l'attention des administrations et des collectivités locales sur la nécessité de prendre en compte les conditions de réception de la radiodiffusion et de la télévision lors de projets de construction qu'ils ont à connaître.

- **Servitudes I3 – Canalisations de transport de Gaz "ETREZ / TRESANNE"**, de diamètre 800 mm, déclarée d'utilité publique par arrêté ministériel du 9 février 1983 et **"ETREZ / ARS-SUR-FORMANS"**, de diamètre 600 mm, déclarée d'utilité publique par arrêté ministériel du 8 octobre 1976.

Poste de Gaz concerné: poste d'Attignat distribution publique.

Ces canalisations de transport de gaz entraînent dans le domaine privé une zone non aedificandi où les constructions en dur, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 m de hauteur et toute façons culturales descendant à plus de 0,60 m sont interdites. Cette zone est de 10 m (3 m à l'Ouest et 7 m à l'Est de l'axe de la canalisation) pour la canalisation "Etrez / Ars" et de 10 m (7 m au Nord et 3 m au Sud de l'axe de la canalisation) pour la canalisation "Ars / Etrez".

Vous trouverez en annexe les éléments transmis par Gaz de France.

- **Servitude I5 – Pipeline Ethylenest "CARLING / VIRIAT"**, de diamètre 200 mm, exploité par la société *Atofina*, déclarée d'intérêt général par décret du 19 mars 1999 et régi par l'arrêté interpréfectoral du 5 mai 2000.

La canalisation entraîne une zone non aedificandi sur une bande de 5 m de large où les constructions durables, les façons agricoles dépassant 0,60 m de profondeur et toutes plantations d'arbres ou d'arbustes sont interdites, où les arbres et arbustes sont essartés et où, d'une manière générale, les propriétaires et leurs ayants droit doivent s'abstenir de tout fait de nature à nuire à la construction, au bon fonctionnement et à l'entretien de l'ouvrage.

Vous trouverez en annexe les éléments transmis par le gestionnaire.

- **Servitude I5 – Canalisation de transport d'éthylène ETEL "FEYZIN / TAVAUX"**, de diamètre 150 mm, déclarée d'intérêt général par décret du 18 octobre 1965 (J.O. du 20 octobre 1965).

Vous trouverez en annexe les documents se rapportant au stockage.

- **Servitude I7 – Stockage souterrain de gaz combustible**, autorisé par décret du 12 mars 1979 par laquelle tout propriétaire de terrain situé à l'intérieur du périmètre de protection sous le territoire de la commune d'Attignat doit solliciter une autorisation préalable pour tout travail atteignant la cote NGF – 180.

Vous trouverez en annexe les documents se rapportant au stockage.

- **Servitude I8 – Stockage souterrain d'éthylène**, comportant deux cavité SS1 et SS2 (150 000 m³ de C₂H₄).

Ce stockage autorisé par décrets des 10 septembre 1971 et 9 août 1993, comporte un périmètre d'autorisation de 400 m de rayon, centré sur les deux têtes de puits SS1 et SS2 et un périmètre de protection de 1000 m de rayon centré sur SS1.

Dans ce périmètre de protection, toute personne effectuant un travail à plus de 500 m de profondeur doit avoir une autorisation du Préfet et l'arrêté préfectoral du 24 janvier 1986 subordonne l'implantation de toutes installations classées à la consultation préalable des services Incendie et de la DRIRE.

Dans le périmètre de stockage de 400 m, ce même arrêté interdit toute nouvelle construction, à l'exception de celles liées au stockage.

Ce stockage génère des risques technologiques.

Vous trouverez en annexe les documents se rapportant au stockage.

ANNEXES : DOCUMENTS RELATIFS AUX SERVITUDES



VOS RÉF. : SAU/AUO/02-67

NOS RÉF. : CP/ATTIGNAT

D.D.E.DE L'AIN

Affaire suivie par Christiane JAMIN
23, rue Bourgmayer

01012 Bourg en Bresse cedex

INTERLOCUTEUR : C.PERICHON ☎ 04 78 71 27 08
christophe-rce.perichon@gazdefrance.com

OBJET : Révision du PLU
Commune de ATTIGNAT

Brignais, le 13 février 2002

Madame, Monsieur,

Par courrier en date du 13/02/02, vous nous avez fait part de la révision du P.L.U. de la commune citée en objet. Nous vous adressons ci-inclus le dossier comportant :

- Le descriptif de l'ouvrage (annexe 1).
- La liste des textes instituant la servitude à inclure dans le règlement de la Servitude I 3 (annexe 2).
- La réglementation de l'urbanisation à proximité de nos conduites et les services concernés (annexe 3).
- La liste des textes relatifs aux projets et travaux à proximité des ouvrages, le service à prévenir pour tous travaux dans les secteurs affectés par le passage des canalisations de transport de gaz (annexe 4).
- En retour votre plan parcellaire dûment complété avec le tracé approximatif de notre canalisation.

Nous vous informons que nous souhaitons être consultés sur le projet de P.L.U. avant qu'il ne soit arrêté par le Conseil Municipal.

Nous restons à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

LE CADRE TECHNIQUE

FRANCK BOUTEILLE





DESCRIPTIF DE L'OUVRAGE DE TRANSPORT DE GAZ

- **ETREZ CANAL DE JONAGE Ø ~~800~~mm (code 6011).**

Déclarée d'utilité publique par Arrêté Ministériel du 09 février 1983.

- **Antenne ARS-ETREZ Ø 600mm (code 5011).**

Déclarée d'utilité publique par Arrêté Ministériel du 08 octobre 1976
(J.O.N.C. du 22 octobre 1976).

Poste de gaz concerné :

Poste d'Attignat distribution publique (code 5016).

ANNEXE 2



SERVITUDES

TEXTES RELATIFS AUX SERVITUDES

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifié par la loi du 4 juillet 1935, les décrets-lois du 17 juin et du 12 novembre 1938 et n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, modifié par l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (article 60) relative à l'expropriation.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 relatif aux conventions amiables, et leur conférant les mêmes effets que l'arrêté préfectoral d'approbation du tracé.

Décret n° 70-492 du 11 juin 1970 (modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

Circulaire ministérielle 95-56 du 20 juillet 1995 relative à l'annexion au PLU des servitudes d'utilité publique.

CONTENUE DES SERVITUDES

La canalisation susvisée entraîne en domaine privé une zone non aedificandi de :

1) 7 mètres de large pour la canalisation Ars-Etrez Ø 600mm (7 mètres au nord et 3 mètres au sud de l'axe de la canalisation)

2) 7 mètres de large pour la canalisation Canal de Jonage-Etrez Ø 800mm (3 mètres à l'ouest et 7 mètres à l'est de l'axe de la canalisation)

Les constructions, la modification du profil du terrain, les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 mètre sont interdites.

Si nos canalisations traversent des zones considérées comme espaces classés boisés, il est nécessaire de prendre en compte dans le plan de zonage du P. L. U., la bande de servitude dans laquelle les restrictions précédentes sont à appliquer, à savoir : les plantations d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur et toutes façons culturales descendant à plus de 0,60 mètre sont interdites.



URBANISATION A PROXIMITE DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ

1) TEXTES RELATIFS A L'URBANISATION A PROXIMITE DES CONDUITES

- Décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisation abrogeant le décret n° 64-81 du 23 janvier 1964.
- Arrêté du 11 mai 1970 complété et modifié par les arrêtés du 3 août 1977 et 3 mars 1980, portant règlement de sécurité des ouvrages de transport de gaz combustibles par canalisation.
- Circulaire 73.108 du 12 juin 1973 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du Logement et du Tourisme, relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage des canalisations de transport de gaz.
- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985.

2) CONTRAINTES D'URBANISATION A PROXIMITE DES CONDUITES

Selon l'arrêté du 11 mai 1970 modifié, portant règlement de sécurité pour les canalisations de transport de gaz combustible, la densité d'occupation à l'hectare de logements ou équivalents logements calculée sur la surface d'un carré de 200 mètres de côté, axé sur la canalisation, ne peut être :

- Supérieure à 4 dans le cas de la catégorie A.

De plus, les Etablissements Recevant du Public (E.R.P.) ou les installations classées pour la protection de l'environnement ne peuvent être situés à moins de 75 mètres de nos ouvrages.

- Supérieure ou égale à 40 dans le cas de la catégorie B.

**EXTRAIT DE L'ARRETE DU 11 MAI 1970
POUR LE TYPE DES CATEGORIES DES CANALISATIONS
DE TRANSPORT DE GAZ**

Article 4

Emplacement des canalisations.

Les emplacements où les ouvrages de transport de gaz visés au présent arrêté sont susceptibles d'être installés sont classés en trois catégories A, B et C par ordre d'urbanisation croissante.

Les emplacements situés dans les régions désertiques ou montagneuses, les pâturages, les terres de culture, les forêts, les zones rurales, les zones d'approche des agglomérations sont classés en catégorie A. Toutefois sont classés en catégorie B les emplacements précédents pour lesquels l'une au moins des trois conditions suivantes est remplie :

Ils sont situés à moins de 75 mètres d'un établissement recevant du public, situé sur le domaine public du chemin de fer ou assujetti au décret n° 54-858 du 13 août 1954, complété par l'arrêté et le règlement du 23 mars 1965, relatif à la protection

contre les risques d'incendie et de panique, ou d'un établissement rangé pour risque d'incendie ou d'explosion dans la première classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes dont le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 fixe la nomenclature, ou d'une installation de défense nationale présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;

La densité, à l'hectare de logements et de locaux correspondant à une occupation équivalente, calculée sur la surface d'un carré axé sur la canalisation, de côté égal à 200 mètres, est supérieure à 4 ;

Ils se trouvent dans le domaine public national ou départemental.

Les emplacements situés dans les agglomérations sont classés en catégorie C. Toutefois sont classés en catégorie B les emplacements précédents pour lesquels la densité à l'hectare déterminée comme ci-dessus est inférieure à 40.

Le classement des emplacements entre les trois catégories précédentes est établi par le transporteur. Ce dernier consulte les services de l'urbanisme, afin de tenir compte des projets d'aménagement existants, les zones d'habitation, les zones industrielles et les immeubles en projet devant être pris en considération au même titre que les immeubles existants.



TRAVAUX ET PROJETS A PROXIMITE DES OUVRAGES DE TRANSPORT DE GAZ

TEXTES RELATIFS AUX PROJETS ET TRAVAUX A PROXIMITE DES OUVRAGES

- Circulaire 73-108 du 12 juin 1973 du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement, du logement et du Tourisme, relative à la construction dans les secteurs affectés par le passage des canalisations de transport de gaz.
- Circulaire ministérielle du 13 novembre 1985 prise pour l'application du décret 85-1108 du 15 octobre 1985, notamment en son article 35 relatif aux arrêtés préfectoraux concernant les travaux à proximité des ouvrages de transport de gaz.
- Décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, dont les modalités d'application ont été définies par l'arrêté du 16 novembre 1994.

SERVICE CONCERNE PAR LES PROJETS ET TRAVAUX A PROXIMITE DES OUVRAGES

GAZ DE FRANCE - REGION CENTRE EST
36, boulevard de Schweighouse
69530 BRIGNAIS
☎ 04 78 71 27 00

Dès lors que les travaux envisagés se situent dans une zone définie par le plan déposé en Mairie, le Décret 91-1147 du 14 Octobre 1991 fait obligation aux entrepreneurs et autres intéressés d'adresser à l'exploitant de l'ouvrage de transport de gaz naturel indiqué ci-dessus, une demande de renseignements à laquelle il devra être répondu dans le délai d'un mois, à compter de la date de réception de la demande.

Le même décret impose d'avertir au moins 10 jours francs à l'avance l'exploitant de tous travaux à proximité de nos conduites. Nous vous serions reconnaissants de le rappeler aux Entreprises travaillant à proximité de nos ouvrages.

CANALISATIONS DE TRANSPORT DE GAZ NATUREL

La réalisation des ouvrages de transport de gaz naturel par canalisation relève d'un règlement d'administration publique contenu dans le décret n° 85-1108 du 15 octobre 1985 relatif au régime des transports de gaz combustibles par canalisations en vigueur actuellement.

Par ailleurs ces mêmes ouvrages ont fait l'objet bien souvent d'une déclaration d'utilité publique.

Les règles techniques applicables en la matière sont contenues dans l'arrêté ministériel du 11 mai 1970 portant règlement de sécurité des ouvrages de transports de gaz combustibles par canalisation.

Pour obtenir toutes précisions utiles sur le tracé des canalisations et sur les servitudes qui s'y rattachent, il y a lieu de prendre l'attache du transporteur

GAZ DE FRANCE, Direction de la Production et du Transport, Région Centre-Est
Agence Rhône-Alpes, 36, boulevard de Schweighouse, 69530 BRIGNAIS. Tel. 04.78.71.27.00

Les canalisations de transport de gaz naturel peuvent a priori présenter des dangers pour le voisinage, le scénario le plus redoutable étant une agression externe.

C'est ainsi notamment que la rupture franche de telles conduites lorsqu'elle est suivie d'une inflammation, peut provoquer des brûlures graves jusqu'à plusieurs dizaines de mètres.

Un tel événement est cependant fort peu probable et le risque correspondant, représenté par le couple probabilité - conséquences, est particulièrement faible ; la mise en place, si cela s'avère nécessaire, d'une protection mécanique à proximité immédiate d'une conduite, est de nature à le diminuer encore.

Quoi qu'il en soit, la réglementation technique à laquelle ces ouvrages sont soumis, garantit a priori leur sûreté.

Néanmoins, le risque nul n'existant pas, il convient de faire preuve de vigilance à proximité de ces canalisations pour éviter en particulier de densifier l'urbanisation.

Si malgré tout des projets urbanistiques doivent être réalisés, il est nécessaire de prendre l'attache de l'exploitant afin que des mesures de protection compensatoires puissent être prises.

A cet égard, dans une zone proche de l'ouvrage (plusieurs dizaines de mètres de part et d'autre selon l'importance de l'ouvrage) il y a lieu d'attacher plus particulièrement de l'importance à l'examen des projets de construction tels que l'habitat collectif, les établissements d'enseignements, les établissements de soins ou encore les établissements recevant du public.

PRODUITS CHIMIQUES

I. – GÉNÉRALITÉS

Servitudes concernant les produits chimiques relatives à la construction et à l'exploitation de canalisations de transport de produits chimiques d'intérêt général.

Loi n° 65-498 du 29 juin 1965.

Décret n° 65-881 du 18 octobre 1965.

Secrétariat d'Etat à l'industrie, direction de l'action régionale et de la petite et moyenne industrie, sous-direction de la sécurité industrielle.

II. – PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. – PROCÉDURE

Dès l'approbation du tracé des canalisations intervenant, soit par arrêté du ministre chargé des industries chimiques, en cas d'avis favorable de tous les ministres intéressés et du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique, soit par décret dans le cas contraire, possibilité pour le transporteur d'entamer la procédure d'établissement des servitudes :

- à l'amiable quand il obtient l'accord des propriétaires intéressés ;
- par requête adressée au préfet en cas d'échec des tentatives d'accord amiable. La requête doit comporter les renseignements nécessaires sur la nature et l'étendue des servitudes à appliquer, et être accompagnée d'un état des parcelles affectées par les canalisations avec indication du nom des propriétaires. Elle est transmise à l'ingénieur en chef chargé du contrôle, qui après examen, adresse l'ensemble du dossier au préfet, lequel prescrit, dans les huit jours, une enquête parcellaire. Compte tenu des résultats de l'enquête, le transporteur arrête définitivement le projet de détail des tracés, qui est à nouveau transmis au préfet aux fins d'approbation.

Ces servitudes ne sont jamais autorisées dans les immeubles bâtis, les cours et jardins et les terrains clos de murs et attenants aux habitations (art. 2 de la loi du 29 juin 1965).

B. – INDEMNISATION

L'indemnité due en raison de l'établissement de la servitude, correspond à l'intégralité du préjudice direct, matériel et certain (art. 4 de la loi du 29 juin 1965).

La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, se poursuit conformément aux règles relatives à l'expropriation. Le juge fixe le montant des indemnités à la date de sa décision.

En vue de la fixation de l'indemnité, le transporteur procède à la notification de l'arrêté préfectoral d'approbation aux propriétaires et usagers intéressés, puis à la notification du montant des offres. A défaut de notification des offres d'indemnité, tout intéressé peut, à partir de l'arrêté préfectoral d'approbation, mettre le transporteur en demeure d'y procéder (titre IV du décret du 18 octobre 1965).

C. – PUBLICITÉ

Publicité de la déclaration d'intérêt général des travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation de transport de produits chimiques, s'il y a été procédé.

Publicité de la procédure d'enquête publique préalable à l'approbation des caractéristiques techniques de l'ouvrage et du tracé (affiches apposées en mairie, notification directe des projets de travaux aux intéressés par le transporteur).

Notification au transporteur de l'arrêté préfectoral d'approbation du projet de détail des tracés.

Notification de l'arrêté préfectoral d'approbation du projet de détail des tracés aux propriétaires intéressés, à la diligence du transporteur. Dans les huit jours qui suivent cette notification, les propriétaires sont tenus de faire connaître au transporteur, les fermiers locataires et ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage.

**ARRETE INTERPREFECTORAL D2/B4/I/2000 n° 1418 du 5 mai 2000
approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène
DN 200 CARLING - VIRIAT**

**Le préfet de la région Lorraine,
préfet de la Moselle,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
chevalier de la Légion d'honneur**

**Le préfet des Vosges,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Le préfet de la Haute-Marne,
chevalier de l'ordre national du Mérite**

**La préfète de la Haute-Saône,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Le préfet de la région Bourgogne,
préfet de la Côte-d'Or
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite**

**Le préfet du Jura,
officier de l'ordre national du Mérite**

**Le préfet de Saône-et-Loire,
chevalier de la Légion d'honneur**

**Le préfet de l'Ain,
chevalier de la Légion d'honneur**

VU l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982 modifié portant réglementation technique des canalisations de transport de fluides sous pression autres que les hydrocarbures et le gaz combustible ;

VU l'arrêté ministériel du 16 novembre 1994 pris en application des articles 3, 4, 7 et 8 du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 susvisé ;

VU le décret du 19 mars 1999 déclarant d'intérêt général les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation d'une canalisation de transport d'éthylène entre Viriat (Ain) et Carling (Moselle) ;

VU le dossier déposé par la Société ELF ATOCHEM, agissant au nom et pour le compte du G.I.E. ETHYLENE EST le 10 août 1999, comprenant notamment une étude d'impact et une étude de sécurité ;

VU l'arrêté interpréfectoral d'ouverture d'enquête publique du 13 août 1999 portant sur la demande d'approbation des caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène entre Viriat et Carling ;

VU le rapport du 20 janvier 2000 établi par la commission d'enquête désignée par le président du tribunal administratif de Besançon par décisions des 5 et 15 juillet 1999 ;

VU les conclusions du 20 janvier 2000 établies par la commission d'enquête précitée ;

VU les avis émis par les services intéressés, consultés au titre de l'article 8 du décret du 18 octobre 1965 susvisé ;

VU les avis émis par les conseils généraux, les conseils municipaux et les organismes consulaires, consultés au titre de l'article 9 du décret du 18 octobre 1965 susvisé ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine du 21 février 2000 ;

VU le rapport de la directrice régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Champagne-Ardenne du 20 janvier 2000, complété par courrier du 3 avril 2000 ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté du 4 avril 2000 relatif aux départements de la Haute-Saône et du Jura ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne du 6 mars 2000 relatif au département de la Côte-d'Or ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne du 6 mars 2000 relatif au département de la Saône-et-Loire ;

VU le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Rhône-Alpes du 3 avril 2000 ;

VU le rapport de synthèse du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté du 4 avril 2000 ;

CONSIDERANT que la préfète de la Haute-Saône assure la coordination de l'enquête publique et la centralisation de ses résultats puisque la plus grande partie de l'ouvrage est située dans ce département et qu'elle assure la centralisation de l'instruction ;

CONSIDERANT que le dossier déposé par le pétitionnaire est complet ;

CONSIDERANT que les formalités prescrites par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 susvisé ont été entièrement remplies ;

CONSIDERANT que la commission d'enquête a, dans son avis sur le dossier, considéré qu'il était complet, qu'il permettait au public non averti de prendre la mesure des risques encourus et des mesures de sécurité adoptées et qu'il répondait aux exigences réglementaires tant dans la forme que sur le fond ;

CONSIDERANT que l'avis de la commission d'enquête est favorable à l'ouvrage projeté, sans réserve assortie de recommandations ;

CONSIDERANT que les formalités prescrites pour les consultations menées au titre des articles 8 et 9 du décret du 18 octobre 1965 susvisé ont été entièrement remplies ;

CONSIDERANT que les réponses apportées par la société ELF ATOCHEM aux observations formulées lors de l'enquête publique et lors des consultations au titre des articles 8 et 9 du décret du 18 octobre 1965 susvisé sont satisfaisantes et répondent aux recommandations de la commission d'enquête ainsi qu'aux exigences réglementaires ;

CONSIDERANT que les avis des services déconcentrés des ministères intéressés consultés sur le projet d'arrêté d'approbation des caractéristiques sont favorables ;

SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de Haute-Marne, de Haute-Saône, du Jura, de Côte-d'Or, de Saône-et-Loire et de l'Ain.

Vu le code de l'urbanisme ;

VU le code rural ;

VU le code forestier ;

VU le code de la voirie routière ;

VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics ;

VU la loi n° 52-1265 du 29 novembre 1952 sur les travaux mixtes ;

VU la loi n° 65-498 du 29 juin 1965 modifiée relative au transport de produits chimiques par canalisations ;

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 relative aux grands projets d'infrastructures, aux grands choix technologiques et aux schémas directeurs d'infrastructures en matière de transports intérieurs ;

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 modifiée relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 modifié portant application de la loi du 29 juin 1965 susvisée ;

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour application de l'article 2 de la loi du 10 juillet 1976 susvisée ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

VU le décret n° 84-617 du 17 juillet 1984 pris pour application de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 susvisée ;

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 susvisée ;

VU le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;

VU le décret n° 93-245 du 25 février 1993 relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 97-1194 du 19 décembre 1997 établissant pour le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, la liste des décisions administratives non déconcentrées pour les domaines relevant de sa compétence ;

VU l'arrêté ministériel du 24 mars 1978 portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression ;

ARRETEMENT

Article 1 : Sont approuvées les caractéristiques de l'ouvrage destiné au transport d'éthylène de Carling (Moselle) à Viriat (Ain), déclaré d'intérêt général par le décret susvisé du 19 mars 1999, et dont la construction et l'exploitation seront réalisées par le transporteur en l'occurrence la société ELF ATOCHEM agissant au nom et pour le compte du GIE ETHYLENE EST.

Le tracé de la canalisation est reproduit sur les plans au 1 : 25 000 (repères 1 à 43) annexés au présent arrêté.

Article 2 : L'ouvrage approuvé devra être réalisé et exploité conformément au dossier soumis à enquête publique et instruction administrative, et dans le respect des règles techniques d'aménagement annexées au présent arrêté, ainsi que dans le respect des engagements pris par le transporteur lors de l'instruction de la demande d'approbation des caractéristiques de l'ouvrage et rassemblés dans un document daté du 17 février 2000, complété le 21 février 2000, consultable dans les préfectures concernées.

Le transporteur devra mettre en place toutes dispositions, en terme d'équipement, de surveillance et d'organisation nécessaires pour prendre en compte les résultats de l'étude de sécurité de l'ouvrage, et pour permettre un fonctionnement de l'ouvrage en toute sécurité.

Le transporteur sera responsable de la pérennité des dispositions précitées ainsi que de leur réactualisation en fonction des évolutions que pourraient connaître l'ouvrage ou son environnement.

Les directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement pourront, chacun pour ce qui le concerne, demander à l'exploitant d'étudier des mesures compensatoires afin de prendre en compte des risques particuliers concernant un tronçon ou l'ouvrage dans son ensemble.

De nouvelles conditions d'exploitation pourront être imposées même l'ouvrage achevé, selon le cas par le ou les préfets concernés, sur proposition du ou des directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement concernés, après avoir au préalable entendu le transporteur, sauf urgence reconnue ; les travaux éventuels seront à sa charge.

Article 3 : La bande de terrain prévue à l'article 2 (2°) de la loi du 29 juin 1965 susvisée aura une largeur maximale de 12 mètres sur la totalité du tracé. Elle sera reportée en servitudes relatives aux canalisations de transport de produits chimiques faisant l'objet d'une déclaration d'intérêt général (symbole I 5) sur les plans d'occupation des sols (POS) des communes concernées ou sur d'autres documents d'urbanisme (MARNU).

Il sera nécessaire de faire figurer cet ouvrage dans les dossiers d'information des risques majeurs (DIRM).

Article 4 : Les directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, de Champagne-Ardenne, de Franche-Comté, de Bourgogne et de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du contrôle technique de la construction et de l'exploitation de la canalisation.

Article 5 : Le présent arrêté peut être contesté devant le Conseil d'Etat dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 6 : Messieurs les secrétaires généraux des préfectures de Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de Haute-Marne, de Haute-Saône, du Jura, région de Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, de l'Ain, les sous-préfets de Boulay, Forbach, Château-Salins, Lunéville, Neufchâteau, Dole et Louhans sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de chaque département concerné par l'ouvrage et fera l'objet d'un affichage dans les mairies des communes concernées, dont la liste est annexée au présent arrêté.

L'application de l'arrêté sera adressée aux directeurs régionaux de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, de Champagne-Ardenne, de Franche-Comté, de Bourgogne et de Rhône-Alpes ainsi qu'aux directeurs départementaux de l'équipement de la Moselle, de Meurthe-et-Moselle, des Vosges, de la Haute-Marne, de la Haute-Saône, du Jura, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire et de l'Ain.

REGLES TECHNIQUES

ANNEXES A L'ARRETE INTERPREFECTORAL DU 5 MAI 2000
approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène
DN 200 CARLING (Moselle) - VIRIAT (Ain)

Article 1 - Tracé de la canalisation

La canalisation soumise aux dispositions du présent arrêté et de ses annexes sera délimitée par des vannes d'extrémité situées respectivement :

- au nord : à proximité de la clôture de la plate-forme pétrochimique de Carling ;
- au sud : à proximité de la clôture de l'établissement de Viriat.

Le tracé de la canalisation porte sur le territoire des communes suivantes :

Département de la Moselle

Améliecourt, Baronville, Boustroff, Bréhain, Chambrey, Château-Bréhain, Château-Salins, Dalhain, Destry, Gerbécourt, Lachambre, Landroff, Leilling, Lubécourt, Macheren, Marthille, Guessling-Hémery, Saint-Avoid, Salennes, Vahl-Ebersing, Vahl-lès-Faulquemont, Annecourt, Vaxy, Viller.

Département de Meurthe-et-Moselle

Athienville, Bezange-la-Grande, Bienville-la-Petite, Bonviller, Crion, Deuxville, Einvaux, Einville-au-Jard, Froville, Lamath, Landécourt, Lunéville, Mont-sur-Meurthe, Raville-sur-Sanon, Rehainviller, Saint-Germain, Valhey, Villacourt, Vitrimont, Xermaménil.

Département des Vosges

Ahéville, Ameuvelle, Altigny, Avillers, Bainville-aux-Saules, Belmont-lès-Damey, Bleurville, Bonvillet, Bouxurilles, Chamagne, Chames, Damey, Dombasle-devant-Damey, Dommarin-lès-Vallois, Frénols, Florémont, Godoncourt, Hagécourt, Maroncourt, Monthureux-sur-Saône, Nonville, Racécourt, Relanges, Rugney, Savigny, Valfrolcourt, Velotte-et-Tatignécourt, Villers, Vroville.

Département de la Haute-Marne

Enfonvelle.

Département de la Haute-Saône

Angrey, Barges, Blondefontaine, Bougey, Bousseraucourt, Cembolig, Choye, Cornot, Cugney, Fresne-Saint-Mamès, Gorgeon, Igny, Jonvelle, Jussey, La Chapelle-Saint-Quillain, La Résle-Saint-Martin, Malans, Melin, Montigny-lès-Cherlieu, Mont-Saint-Léger, Oigney, Pesmes, Ray-sur-Saône, Sainte-Reine, Saint-Gand, Saint-Loup-Nantouard, Sauvigney-lès-Gray, Theuley, Valay, Vanne, Vauconcourt-Nervezain, Velloirelle-lès-Choye, Velleuxon-Queutrey-et-Vaudey, Venère, Villefrancon.

Département de la Côte-d'Or

Billey, Flagey-lès-Auxonne, Laperrière-sur-Saône, Saint-Seine-en-Bâche, Saint-Symphorien-sur-Saône, Samerey.

Département du Jura

Aumur, Blame, Chevigny, Dammarin-Marpain, Frasne, Longwy-sur-le-Doubs, Menotey, Moisse, Montmirey-le-Château, Neublans-Abergement, Oflanges, Pesieux, Petit-Noir, Rainans, Saint-Aubin, Sampans.

Département de Saône-et-Loire

Authumes, Bosjean, Bouhans, Bruailles, Frangy-en-Bresse, Fretterans, Le Planois, Louhans, Montigny-près-Louhans, Montcorny, Montjay, Mouthier-en-Bresse, Sainte-Croix, Saint-Usuge, Sens-sur-Seille, Torpes, Varennes-Saint-Sauveur.

Département de l'Ain

Attignat, Cormoz, Cras-sur-Reyssouze, Etrez, Foissiat, Viriat.

Les Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement sont habilités à accepter des rectifications mineures au tracé défini ci-avant, sous réserve que ces rectifications n'affectent pas le territoire d'autres communes que celles sur lesquelles a porté l'enquête publique.

Article 2 - Caractéristiques principales de l'ouvrage

- longueur approximative : 400 km
- pression maximale en service : 100 bar
- diamètre extérieur nominal : DN 200 (219,1 mm)
- capacité maximale de transport : 290 000 tonnes par an
- débit nominal : 35 tonnes par heure
- épaisseur nominale du tube acier : 6,3 mm (en tracé courant)
- profondeur d'enfouissement minimum : 1 m en terrain courant (0,80 m en zone rocheuse compacte)

Article 3 - Réglementations techniques

L'ouvrage devra satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 6 décembre 1982 modifié portant réglementation technique des canalisations de transport de fluides sous pression autres que les hydrocarbures et le gaz combustible ainsi qu'à celles de l'arrêté ministériel du 24 mars 1978 portant réglementation de l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression.

Article 4 - Sectionnement de la canalisation

La canalisation sera équipée de 2 vannes d'extrémité et de 29 postes intermédiaires, comprenant 25 postes de sectionnement et 4 postes de coupure.

Emplacement des postes de sectionnement et de coupure

Les postes de sectionnement et de coupure devront être régulièrement répartis le long du tracé de l'ouvrage et positionnés judicieusement notamment par rapport aux risques liés à tout bâtiment, forêt, voie de circulation (routière, ferroviaire, fluviale) ou ouvrage, à proximité de la canalisation.

L'emplacement des postes devra permettre d'en assurer un accès aisé même en cas d'intempérie ou d'inondation, au moins pour les véhicules légers et les véhicules d'intervention en cas d'accident.

Constitution des postes

Les postes seront conformes aux plans types figurant en annexe 8 à l'étude de sécurité. La constitution des postes devra être conforme à la description qui en est faite chapitre 3, paragraphe 3.3.3 de l'étude de sécurité.

L'alimentation électrique nécessaire au fonctionnement des équipements de contrôle/instrumentation sera sécurisée.

Chaque poste devra être protégé des intrusions. Une alarme d'effraction, reportée en salle de contrôle, signalera toute intrusion.

Chaque vanne de sectionnement doit être munie d'un dispositif permettant sa fermeture automatique en cas d'anomalie. Le circuit de bippasse permettra le raccordement à une torche mobile. Les robinets sur ce circuit seront doublés afin de permettre l'isolement du circuit en cas de givrage.

Seules les gares de racleurs avec la tuyauterie correspondante seront aériennes. Les gares de racleurs seront protégées des surpressions par une soupape. Un circuit devra permettre d'évacuer vers une torche l'éthylène contenu dans chaque gare de racleurs avant de pouvoir ouvrir la culasse. En dehors des opérations d'expédition et de réception de racleurs, les gares devront être isolées de la canalisation et inertées à l'azote. Un joint isolant devra être situé entre la gare et la canalisation enterrée.

Article 5 – Poste de contrôle centralisé à Viriat

La canalisation sera exploitée à partir d'une salle de contrôle sur le site de stockage de Viriat. La salle de contrôle devra être conçue afin de permettre son fonctionnement conformément au chapitre 3, paragraphe 3.4.1 de l'étude de sécurité.

En particulier, au moins les paramètres suivants seront reçus et analysés en continu :

- les débits « départ » et « arrivée » (au niveau du site de Carling) ;
- les pressions « départ » et « arrivée » ;
- les pressions encadrant chaque vanne de sectionnement ;
- les positions de l'organe de fermeture des vannes de sectionnement ;
- la pression des réserves d'azote des moteurs des vannes de sectionnement.

Le poste de contrôle devra être équipé d'un système fiable de détection des fuites et des chocs permettant leur localisation précise. Les alarmes pertinentes relatives aux paramètres contrôlés devront être mises en place, ainsi que les alarmes anti-intrusion sur les postes de coupure et de sectionnement.

Le poste de contrôle devra permettre aux opérateurs de télécommander les vannes de sectionnement en ligne et aux extrémités, de réguler le débit d'éthylène et d'arrêter le transport en toute sécurité. Toutefois les vannes de sectionnement seront commandées en ouverture uniquement localement par action sur bouton poussoir.

Article 6 – Plans types applicables

L'ouvrage devra être réalisé conformément aux plans types applicables figurant en annexe 8 à l'étude de sécurité. Toutefois des dispositions renforçant la sécurité pourront également être mises en place pour tenir compte d'une situation particulière ou pour respecter une prescription de la présente annexe.

Article 7 – Ouvrages situés à proximité

Le transporteur doit prendre toutes les dispositions rendues nécessaires par la proximité de lignes électriques, d'ouvrages souterrains, de voies de communication et de plates-formes de transport, en accord avec les exploitants et les services gestionnaires concernés. Le transporteur est responsable de la pérennité de ces dispositions.

Article 8 – Pose de la canalisation

Profondeur d'enfouissement

Le tracé courant

La canalisation doit être enterrée sur l'ensemble de son tracé à une profondeur minimale de 1 m entre sa génératrice supérieure et le niveau du sol. Cette profondeur pourra être ramenée à 0,80 m en zone rocheuse compacte et sous réserve de l'absence de dispositions plus contraignantes issues des mesures compensatoires supplémentaires jugées nécessaires dans certaines zones de risques ou pour certains passages particuliers.

Les zones drainées ou susceptibles de l'être

Dans les zones bénéficiant d'un aménagement hydraulique ou pour lesquelles des projets de ce type sont signalés avant la pose, des surprofondeurs devront être mises en place, dès lors que les installations existantes ou en projet le justifient. Ces surprofondeurs seront décidées en liaison avec, selon les cas, les propriétaires, les exploitants, la chambre d'agriculture, les organisations professionnelles des exploitants agricoles concernés ou leurs représentants et les services techniques de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt. Dans le cas de projet d'aménagement hydraulique, les profondeurs d'enfouissement retenues devront permettre le déroulement normal du chantier et garantir au mieux la canalisation de tout risque d'agression lors des travaux.

Les zones de débordage

Dans les zones de débordage, la profondeur minimale d'enfouissement sera de 1,5 m et une protection mécanique de la canalisation sera mise en place (dalle en béton armé).

Grillage avertisseur

Un grillage avertisseur doit être placé sur toute la longueur de l'ouvrage (hors forages horizontaux dirigés et traversées en souille de cours d'eau). Le grillage doit être positionné entre 20 et 30 cm au-dessus de la canalisation. Il doit être conforme à la norme NF T 54-080 et doit porter l'inscription « Canalisation haute pression – Danger – Risque d'explosion ».

Dans le cas de la mise en place de dalles de protection au-dessus de la canalisation, un premier grillage avertisseur doit être posé au-dessus de la dalle et un second doit être posé entre la dalle et la canalisation.

Pose en zone rocheuse

Dans les zones rocheuses, le cheminement de la conduite se fera dans une tranchée garnie d'un lit de pose et d'un remblai en matériau meuble. Si nécessaire une protection par feutre synthétique ou enrobage béton sera mise en place, afin de protéger la canalisation. L'utilisation de tubes enrobés de béton armé de fibres exonère des dispositions précédentes.

Pose en zone humide

Un lestage ou ancrage suffisant de la canalisation devra être mis en place afin de garantir la stabilité de celle-ci.

Signalisation et repérage du tracé

La canalisation doit être signalée en surface par la mise en place de bornes et de balises de repérage comportant au minimum les informations suivantes :

- nom de l'exploitant de l'ouvrage : Elf Atochem ;
- numéro de repérage de la borne ou de la balise ;
- fluide transporté : ETHYLENE ;
- diamètre de la conduite : DN 200 ;
- n° de téléphone d'appel d'urgence.

Les emplacements de ces bornes seront déterminés par l'exploitant compte tenu des risques encourus.

Article 9 – Traversées particulières

Les traversées particulières, indiquées dans le présent article, sont décrites dans l'annexe 8 de l'étude de sécurité. Ces traversées devront se faire en concertation avec les services gestionnaires.

Traversées des voies de circulation

Pour les traversées des voies de circulation, la canalisation sera protégée par une dalle en béton armé ou par une protection équivalente telle que des gaines en acier.

Traversées de cours d'eau en souille

Pour les traversées de cours d'eau, la canalisation sera protégée, avant enfouissement, par un revêtement isolant et par une enveloppe continue en béton armé d'épaisseur minimale 50 mm. Cette protection se prolongera sous les berges qui recevront, si le service départemental chargé de la Police des Eaux l'estime nécessaire, un enrochement permettant de les stabiliser et de renforcer la protection contre les chocs de la canalisation. La profondeur minimale d'enfouissement de la canalisation enrobée sera portée à 1,50 m sous le lit du cours.

Article 10 – Mesures compensatoires supplémentaires

Généralités concernant les mesures compensatoires supplémentaires (MCS)

Conformément aux résultats de l'étude de sécurité et de l'étude d'impact, des mesures compensatoires supplémentaires, adaptées aux zones de risques, devront être mises en place. Les zones de risques seront définies suivant la méthode décrite dans le dossier fourni à l'appui de la demande d'approbation des caractéristiques de l'ouvrage et plus particulièrement dans l'étude de sécurité.

Mesures compensatoires supplémentaires de niveau MCS1

Dans les zones où le niveau de risque est classé MCS1, la signalisation de la canalisation sera accrue par un balisage renforcé.

Mesures compensatoires supplémentaires de niveau MCS2

Dans les zones où le niveau de risque est classé MCS2, en plus des mesures de niveau MCS1 qui devront être appliquées, la profondeur de pose de la canalisation en tracé courant sera portée de 1 mètre à 1,20 mètre.

Pour mémoire :

« Mesures compensatoires supplémentaires de niveau MCS3

Dans les zones où le niveau de risque est classé MCS3, en plus des mesures de niveau MCS2 qui devront être appliquées, la surveillance effectuée par les surveillants de ligne sera doublée. »

Le renforcement de la surveillance de l'ouvrage a conduit à mettre en place sur l'ensemble du tracé les dispositions spécifiques aux mesures MCS3.

Mesures compensatoires supplémentaires de niveau MCS4

Dans les zones où le niveau de risque est classé MCS4, en plus des mesures de niveau MCS3 qui devront être appliquées, l'épaisseur du tube sera portée à 8 mm ou une protection mécanique par dalle en béton armé ou gaine sera mise en place.

Article 11 – Zones de risques très spécifiques

Parallélisme avec ETEL

Un espacement suffisant entre les axes de l'ETEL et de la canalisation Carling – Viriat devra être respecté afin d'éviter tout risque d'agression de chacun des ouvrages par tout incident survenant sur l'autre.

Traversée du périmètre de stockage souterrain de gaz naturel à Etretz

Sur la totalité de la traversée du périmètre de stockage souterrain de gaz naturel, seront retenues les mesures compensatoires supplémentaires de niveau MCS4 complétées par les dispositions suivantes :

- la profondeur de pose sera de 1,50 m ;
- un busage sera positionné au droit de la future voie d'accès à la plate-forme n° 48 ;
- l'équipement de protection cathodique sera adapté au droit de chaque croisement d'ouvrage, en accord avec Gaz de France ;
- le plan de surveillance et d'intervention de la canalisation prévoira, le cas échéant, l'alerte du personnel d'exploitation du stockage souterrain.

En outre, la mise en service de la canalisation sera conditionnée à l'accord de Gaz de France, après mise en place, si nécessaire, des équipements préconisés pour protéger les installations du stockage souterrain.

Franchissement de cours d'eau importants

Le franchissement de la Meurthe, de la Moselle, de la Saône (3 franchissements), de l'Ognon, du Doubs se fera selon la technique du forage horizontal dirigé. L'épaisseur du tube sera portée à 8 mm sur toute la longueur de l'ouvrage correspondant au forage horizontal dirigé.

Passage du coteau Sud de la Vallée de la Moselle

Des mesures compensatoires suffisantes pour assurer la stabilité de la canalisation dans le sous-sol devront être prises, notamment en matière de surveillance et de renforcement du sol. De plus une étude de stabilité de la canalisation sera réalisée et son actualisation se fera en fonction des résultats de surveillance observés.

Passage dans le layon de Carling

La profondeur de la canalisation sera d'au moins 1,5 m.

Article 12 – Caractéristiques des tubes et assemblage des tubes

Caractéristiques des tubes

Conformément au dossier déposé par le pétitionnaire, la canalisation sera réalisée avec des tubes acier conformes à la norme NF EN 10208-2 ou NF A 49211 ou équivalente.

Leurs caractéristiques minimales sont les suivantes :

- épaisseur nominale : 6,3 mm en tracé courant et 8 mm pour les zones particulières référencées dans l'étude de sécurité ;
- diamètre extérieur : 219,1 mm ;
- résistance minimale à la traction R_m : 460 MPa ;
- limite minimale d'élasticité à 0,2 % d'allongement $R_{p0.2}$: 360 MPa ;
- allongement A transversal minimal : 20 % ;
- nuance de l'acier : L360 MB ;
- température de l'essai de flexion par choc : - 40 °C.

Les matériels mis en œuvre sur les postes intermédiaires devront avoir résisté à un essai de flexion par choc à température de - 46 °C.

Les tubes devront être livrés avec un certificat de contrôle des produits par l'usine, ou un document équivalent. Ils doivent porter un marquage indélébile permettant de les relier sans ambiguïté au dit certificat.

Assemblage des tubes

Toutes les soudures sur chantier devront être réalisées selon des modes opératoires et des soudeurs qualifiés. Les soudures feront l'objet d'un contrôle radiographique à 100 % effectué par un organisme indépendant.

Une traçabilité de ce contrôle devra être assurée et tenue à la disposition des Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargés du contrôle technique.

Article 13 – Protection contre les corrosions

Revêtement externe de la canalisation

Les tubes devront être enrobés d'un revêtement polyéthylène tricouche de classe 3 (épaisseur 2,5 mm) conforme à la norme NF A 49-710.

L'enrobage des joints de soudure devra être réalisé avec des bandes en polyéthylène ou avec des manchons thermorétractables.

En phase de construction, l'isolement du revêtement doit être contrôlé par balai électrique (tension minimale 10 000 volts) avant mise en fouille. Tout défaut détecté devra être immédiatement réparé et devra donner lieu à un nouveau contrôle.

Un contrôle du revêtement devra être effectué par méthode « PEARSON » après le remblayage.

En phase d'exploitation, l'état du revêtement devra être contrôlé par méthode « PEARSON » tous les 5 ans.

Protection cathodique de l'ouvrage

La canalisation doit être munie d'un dispositif de protection cathodique.

Une étude particulière, tenue à la disposition des Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargés du contrôle technique, devra déterminer les conditions précises de mise en place des postes de soutirage et de drainage de la protection cathodique.

La protection cathodique fera l'objet de contrôles suivant une fréquence appropriée, qui comprendront au moins :

- un relevé des valeurs électriques et une étude de leur évolution, qui sera réalisé mensuellement tout le long du tracé à chaque poste de soutirage et de drainage, ainsi qu'aux prises de potentiel réparties le long de la canalisation ;
- un enregistrement en continu des potentiels, qui sera réalisé annuellement.

Dans un délai inférieur à 6 mois après la mise en exploitation, un audit du bon fonctionnement de la protection cathodique devra être réalisé.

Les résultats de l'ensemble de ces mesures et contrôles seront conservés par le transporteur, pendant toute la durée d'exploitation de la canalisation.

Non corrosivité du fluide transporté

Le transporteur prendra les dispositions nécessaires pour s'assurer de l'absence d'impuretés dans le fluide transporté susceptibles de provoquer une corrosion interne du tube.

Article 14 – Pression maximale en service

La pression maximale en service n'excèdera pas 100 bar effectifs en tout point de l'ouvrage. Des dispositifs efficaces seront utilisés pour empêcher le dépassement de cette pression.

Article 15 – Epreuves

Avant leur mise en service, les tronçons de la canalisation subiront, à la demande du constructeur, une épreuve hydraulique de résistance à une pression de 150 bar sur une durée minimale de 2 heures. Cette épreuve aura lieu en présence d'un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargée du contrôle technique, concernée.

L'épreuve de résistance prévue ci-dessus sera renouvelée en cas de modification ou de réparation notable, à la demande du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du contrôle technique.

Tous les dix ans au plus, sera réalisée une épreuve hydraulique de résistance sur une durée minimale de 2 heures à une pression au moins égale à 110 % de la pression maximale en service (soit 110 bar).

Article 16 – Conditions d'exploitation

Généralités

La canalisation transportera de l'éthylène à l'état hypercritique dans les deux sens entre Carling et Virat.

Fluide transporté

Le transporteur devra s'assurer que les caractéristiques du fluide transporté permettent un transport en toute sécurité.

Personnel

Le transporteur devra mettre en place les formations nécessaires pour assurer la compétence des personnels chargés de la surveillance et de l'exploitation de l'ouvrage. Ces personnels devront être en nombre suffisant pour garantir un fonctionnement dans le respect des procédures d'exploitation et des règles de sécurité.

Plan de surveillance et d'intervention

Préalablement à la mise en exploitation de l'ouvrage, un plan de surveillance et d'intervention (PSI), prévu à l'article 39 du décret du 18 octobre 1965 susvisé, devra être établi suivant les prescriptions du guide méthodologique GESIP (rapport n° 96/07, édition 28/07/97) et rendu opérationnel. Ce plan sera soumis pour avis aux DIRE, aux services de la protection civile des préfectures ainsi qu'aux services départementaux d'incendie et de secours concernés.

Ce plan tiendra compte des résultats de l'étude de sécurité réalisée et définira notamment les moyens à mettre en œuvre en cas d'incident et les modalités de communication à retenir à l'égard des communes concernées.

Le plan de surveillance et d'intervention sera remis à jour périodiquement notamment pour prendre en compte les évolutions urbanistiques indiquées à l'article 17.

Surveillance

La surveillance exercée par le transporteur consistera au moins en un marche hebdomadaire et un survol hebdomadaire de la canalisation.

Maintenance

En plus de la maintenance de routine de l'ouvrage, le transporteur assurera une maintenance préventive. Un test mensuel de la commande de fermeture de chaque vanne de sectionnement devra être réalisé. Chaque organe de sécurité sera contrôlé suivant une fréquence suffisante pour garantir son bon fonctionnement et ce au moins une fois par an.

Information des services chargés du contrôle technique

Le transporteur est tenu de porter à la connaissance des Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, dans les meilleurs délais, toute anomalie relative aux mesures et examens visés aux articles 13 et au paragraphe maintenance du présent article, ainsi que les dispositions prises pour remédier aux défauts constatés.

Rapport d'activité

Un rapport annuel, conforme à l'article 41 du décret du 18 octobre 1965 susvisé, sera adressé avant le 1^{er} avril de chaque année aux Directeurs Régionaux de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement. Ce rapport contiendra également :

- une synthèse des contrôles réalisés et notamment de ceux indiqués dans la présente annexe, ainsi que les mesures prises pour remédier aux défauts constatés ;
- un rappel des actions menées dans le but d'informer le public.

Article 17 – Gestion des évolutions de l'urbanisme à proximité de l'ouvrage

Réactualisation des documents relatifs à la canalisation

Le transporteur devra réactualiser l'étude de sécurité et le plan de surveillance et d'intervention en fonction des évolutions de l'ouvrage, ainsi que de l'urbanisme dans la bande de 1 460 m centrée sur l'axe de la canalisation. La réactualisation se fera au moins tous les 5 ans.

Recueil et gestion des données relatives à l'urbanisme et au droit des sols

L'exploitant mettra en place et assurera un suivi des contacts avec les maires et les services de l'Etat concernés, afin qu'il se tienne informé des remembrements, des révisions de POS, des projets urbanistiques dans la bande de 1 460 m centrée sur l'axe de la canalisation, afin de pouvoir prendre en compte toute évolution le plus en amont possible et examiner les éventuelles mesures compensatoires à mettre en œuvre.

L'exploitant tiendra à jour un fichier domanial complet concernant les parcelles traversées par la canalisation, permettant la gestion des servitudes imposées, la gestion des conventions de servitude du domaine privé, la gestion des autorisations administratives de passage du domaine public.

Information du public

Le transporteur assurera le maintien de contacts avec les propriétaires et les exploitants des parcelles traversées. Il assurera une information régulière des propriétaires, des maires, des gendarmes, des Directions Départementales de l'Équipement, des Conseils Généraux et des Conseils Régionaux.

Le transporteur organisera une information annuelle des élus et du public sur les conditions d'exploitation et de surveillance de la canalisation.

Le transporteur rendra les mairies traversées destinataires du Plan de Surveillance et d'Intervention ainsi que d'un plan de zonage. Le Plan de Surveillance et d'Intervention sera également diffusé aux maires dont le territoire est inclus dans la bande de 1 460 m centrée sur l'axe de la canalisation.

La première campagne d'information globale devra être achevée avant la mise en exploitation de la canalisation.

Mise en place de nouvelles mesures compensatoires

L'évolution de l'urbanisme à proximité de la canalisation pourra justifier la mise en place de mesures compensatoires adaptées.

ANNEXE A L'ARRETE INTERPREFECTORAL N° 1418 DU 5 MAI 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 CARLING (Moselle) – VIRIAT (Ain)

LISTE DES COMMUNES CONCERNEES

Les communes concernées sont les communes traversées, les communes incluses dans la bande des 730 mètres et les communes incluses dans la bande des 1 000 mètres :

- commune traversée* : commune dont le territoire est emprunté par le tracé de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 Carling – Viriat ;
- commune incluse dans la bande des 730 mètres* : commune dont la limite se situe à 730 mètres au plus du tracé envisagé, distance de sécurité de part et d'autre du tracé où peuvent être ressentis les effets d'une surpression minimale de cinquante millibars, en cas d'explosion d'un panache d'éthylène qui se développerait à la suite d'une rupture totale de la canalisation, avec déboîtement de la tuyauterie ;
- commune incluse dans la bande des 1 000 mètres* : commune dont la limite se situe au plus à 1 000 mètres du tracé, susceptible d'être traversée ou d'être concernée par la bande précitée, en cas de rectification du tracé acceptée par le service du contrôle.

Département de la Moselle

Communes traversées : Améécourt, Baronville, Boustroff, Bréhaïn, Chambrey, Château-Bréhaïn, Château-Salins, Dalhain, Destry, Gerbécourt, Lachambre, Landroff, Lelling, Lubécourt, Macheren, Marthille, Guessling-Hémery, Saint-Avoid, Salonnas, Vahl-Ebersing, Vahl-lès-Faulquemont, Vannecourt, Vaxy, Viller.

Communes incluses dans la bande des 730 mètres : Achain, Adelange, Altviller, Bellange, Biding, Carling, Fonteny, Folschviller, Fresnes-en-Saulnois, Grémecy, Harprich, Hombourg-Haut, Lixing-lès-Saint-Avoid, Pontpierre, Puttigny, Teting-sur-Nied.

Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres : Eincheville.

Département de la Meurthe-et-Moselle

Communes traversées : Athienville, Bezange-la-Grande, Blénville-la-Petite, Bonviller, Crion, Deuxville, Einvaux, Einville-au-Jard, Froville, Lamath, Landécourt, Lunéville, Mont-sur-Meurthe, Raville-sur-Saron, Rehainviller, Saint-Germain, Valhey, Villacourt, Vitrimont, Xermaménil.

Communes incluses dans la bande des 730 mètres : Bainville-aux-Miroirs, Bathelémont-lès-Bauzemont, Bayon, Brémontcourt, Franconville, Jolivet, Méhoncourt, Serres, Sionviller, Virecourt.

Communes incluses dans la bande des 1 000 mètres : Bauzemont, Clayeures, Moncel-sur-Seille.

Département des Vosges

Communes traversées : Ahéville, Ameuvelle, Attigny, Avillers, Bainville-aux-Saules, Belmont-lès-Damey, Bleurville, Bonvillet, Bouxurilles, Chamagne, Charnes, Damey, Dombasle-devant-Damey, Dommartin-lès-Vallols, Frénois, Florémont, Godoncourt, Hagécourt, Maroncourt, Monthureux-sur-Saône, Nonville, Racécourt, Relanges, Rugney, Savigny, Valfroicourt, Velotte-et-Tatignécourt, Villers, Vroville.

Communes incluses dans la bande des 730 mètres : Begnécourt, Esley, Gircourt-lès-Viéville, Mazrot, Rancourt, Ragnéville, Saint-Julien, Sans-Vallols, Senonges, Tignécourt, Valleroy-aux-Saules.

Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres : Brantigny.

Département de la Haute-Marne

Commune traversée : Enfonvelle.

Département de la Haute-Saône

Communes traversées : Angirey, Barges, Blondfontaine, Bougey, Bousseraumont, Cembolng, Choye, Cornot, Cugney, Fresne-Saint-Mamès, Gorgeon, Igny, Jonvelle, Jussey, La Chapelle-Saint-Quillain, La Résie-Saint-Martin, Malans, Mellin, Montigny-lès-Cherlieu, Mont-Saint-Léger, Ognéy, Pesmes, Ray-sur-Saône, Sainte-Reine, Saint-Gand, Saint-Loup-Nantouard, Sauvigney-lès-Gray, Theuley, Valay, Varne, Vaucourt-Nervezain, Vellorille-lès-Choye, Velleuxon-Queutrey-et-Vaudey, Venère, Villefrancon.

Communes incluses dans la bande des 730 mètres : Bonboillon, Chancey, Chaumerce, Contracourt, Fenières-les-Ray, Greucourt, Lavigney, Raincourt, Sammadon, Seveux, Soling-Cubry-Charentenay, Tincey-et-Portrebeau, Velesmes-Echevanne, Vellemoz, Villars-le-Pautel.

Communes incluses dans la bande des 1 000 mètres : Bourbéviller, Motey-Besuche, Sauvigney-lès-Pesmes.

Département du Jura

Communes traversées : Aumur, Biarne, Chevigny, Dammartin-Marpain, Frasnay, Longwy-sur-le-Doubs, Menotey, Moirsey, Montmirey-le-Château, Neublans-Abergement, Offanges, Pessey, Petit-Noir, Rainans, Saint-Aubin, Sampans.

Communes incluses dans la bande des 730 mètres : Abergement-la-Ronce, Annoire, Brans, Champdivers, Chapelle-Voland, Jouhe, Montmirey-la-Ville, Peintre, Saint-Loup, Tavaux, Thervay.

Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres : Chemin.

Département de la Côte-d'Or

Communes traversées : Billey, Flagey-lès-Auxonne, Laperrière-sur-Saône, Saint-Seine-en-Bâche, Saint-Symphorien-sur-Saône, Samerey.

Communes incluses dans la bande des 730 mètres : Auxonne, Villers-Rotin.

Département de la Saône-et-Loire

Communes traversées : Authumes, Bosjean, Bouhans, Bruailles, Frangy-en-Bresse, Fretterans, Le Planols, Louhans, Montigny-près-Louhans, Montcony, Montjay, Mouthier-en-Bresse, Sainte-Croix, Saint-Usuge, Sens-sur-Seille, Torpes, Varennes-Saint-Sauveur.

Communes incluses dans la bande des 730 mètres : Fontenaud, La Chapelle-Saint-Sauveur, Ratte, Saint-Germain-du-Bols, Saint-Martin-du-Mont.

Département de l'Ain

Communes traversées : Attignat, Cormoz, Cras-sur-Reyssouze, Etrez, Foissiat, Viriat.

Commune incluse dans la bande des 1 000 mètres : Marboz.

ATLAS CARTOGRAPHIQUE ANNEXE A L'ARRETE INTERPREFECTORAL DU 5 MAI 2000 approuvant les caractéristiques de la canalisation de transport d'éthylène DN 200 CARLING (Moselle) – VIRIAT (Ain)

METZ le 4 mai 2000

Le Préfet de la région Lorraine,
Préfet de la Moselle,
Pour le Préfet,
Le secrétaire général par intérim
Pierre HANNECART

NANCY le 5 mai 2000

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,
Jean-François DENIS

EPINAL le 5 mai 2000

Le Préfet des Vosges,
Michel GUILLOT

CHAUMONT le 4 mai 2000

Le Préfet de la Haute-Marne,
Jean-Paul GEOFFROY

VESOUL le 5 mai 2000

La Préfète de la Haute-Saône,
Anne MERLOZ

DIJON le 4 mai 2000

Le Préfet de la région de Bourgogne,
Préfet de la Côte-d'Or,
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Roland MEYER

LONG-LE-SAUMIER le 3 mai 2000

Le Préfet du Jura,
Bernard FRAGNEAU

MACON le 3 mai 2000

Le Préfet de Saône-et-Loire,
Pour le Préfet,
Le secrétaire général de la préfecture
de Saône-et-Loire
Gilles LAGARDE

BOURG-EN-BRESSE le 3 mai 2000

Le Préfet de l'Ain,
Pierre-Etienne BISCH

[L'atlas cartographique ainsi que l'annulation de cet arrêté interpréfectoral et ses annexes peuvent être consultés au secrétariat de la mairie des communes concernées.]

ETHYLENE EST

Direction des pipelines

ELF ATOCHEM

Centre Technique Atochem

BP 32 - 69492 PIERRE BENITE CEDEX

Canalisation de transport d'éthylène DN 200

CARLING - VIRIAT

déclarée d'intérêt général par décret du 19 mars 1999 (*Journal officiel* du 20 mars 1999)

Régions : Lorraine, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Bourgogne et Rhône-Alpes

Départements : Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haute-Marne, Haute-Saône, Jura,
Côte-d'Or, Saône-et-Loire et Ain

APPROBATION DES CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE

(Décret n° 65-881 du 18 octobre 1965 portant application de la loi n° 65-498 du 29 juin 1965
relative au transport des produits chimiques par canalisations)

INSTRUCTION ADMINISTRATIVE

7. Etude de sécurité (article 6 § 4°)

Dossier de demande d'approbation des caractéristiques de l'ouvrage soumis aux préfets des départements concernés, .
le préfet de la Haute-Saône étant désigné en qualité de préfet coordonnateur.

Le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, DRIRE Franche-Comté,
division techniques industrielles, BP 1269, 25005 BESANCON CEDEX est le DRIRE centralisateur.

4.2.1.2.2 Critères de surpression d'explosion

Le calcul des zones affectées par une explosion de nuage inflammable a été effectué sur la base du calcul de l'énergie développée par l'explosion du produit contenu à l'intérieur des limites d'inflammabilité et des surpressions ainsi générées et évaluées par la méthode MultiÉnergie.

Deux niveaux de gravité des conséquences de l'explosion ont été étudiés :

- me $Z_1 \rightarrow$ • surpression de 170 mbar correspondant au seuil d'apparition des conséquences graves : létalité par choc dû à la déflagration engendrée par l'explosion du nuage inflammable, en cas d'inflammation retardée,
- me $Z_2 \rightarrow$ • surpression de 50 mbar correspondant à des conséquences légères : détérioration de portes et fenêtres, destruction de la plupart des vitres, possibilités de blessures par éclats.

zone Z_1 interdiction de construction de l'habitat

zone Z_2 interdiction de construction des établissements d'enseignement, des établissements recevant du public, des hôpitaux

Eligement

$Z_1 = 150m$ du pipeline

$Z_2 = 73m$ du pipeline

Rév.	7	Date : 06/08/99	Chapitre 4	N°ETE01.EA72	Page 91/117
Amend		Date :			

4.2.2 Tableau de synthèse des scénarios

4.2.2.1 Pression de 94 bar, tronçon de 486 m³

Avec une pression de 94 bar, pour un tronçon long d'environ 14,5 km (486 m³), le tableau ci-dessous indique, pour les trois scénarios de fuite étudiés ci-avant, les distances maximales atteintes :

- par les surpressions de 170 et de 50 mbar (distances calculées à partir de la brèche),
- par les rayonnements thermiques de 13, de 9,5 et de 1,3 kW/m² (distances calculées à partir du bord de la flamme).

Diamètre Brèche (mm)	Surpression		Rayonnement thermique		
	170 mbar	50 mbar	13 kW/m ²	9,5 kW/m ²	1,3 kW/m ²
10	34 m	88 m	15 m	22 m	64 m
70	273 m	514 m	90 m	120 m	350 m
Rupture complète	389 m	717 m	150 m	190 m	570 m

4.2.2.2 Pression de 100 bar, tronçon de 500 m³

Avec une pression de 100 bar, pour un tronçon long d'environ 14,9 km (500 m³), les distances maximales atteintes deviennent :

Diamètre Brèche (mm)	Surpression		Rayonnement thermique		
	170 mbar	50 mbar	13 kW/m ²	9,5 kW/m ²	1,3 kW/m ²
10	35 m	90 m	16 m	24 m	68 m
70	279 m	525 m	95 m	130 m	370 m
Rupture complète	400 m	730 m	160 m	200 m	600 m

Rév.	Date :			
'7	06/08/99	Chapitre 4	N°ETE01.EA72	Page 115/117
Amend	Date :			

1

ENSEMBLE DE TRANSPORT D'ETHYLENE DU LYONNAIS (ETEL)

Les travaux relatifs à la construction et à l'exploitation des canalisations destinées au transport de l'éthylène à partir de l'unité de production de Feyzin (Rhône), en vue d'alimenter des usines chimiques situées à Balan (Ain), Tavaux (Jura), Le Pont de Claix (Isère) et Jarrie (Isère), et le stockage souterrain de Viriat (Ain), ont été déclarés d'intérêt général par décret du 18 octobre 1965.

Les zones auxquelles s'appliquent les servitudes attachées à la construction et à l'exploitation de cet ouvrage ont été instituées par arrêté préfectoral pris en application de la loi 65.498 du 29 juin 1965 modifiée.

Pour obtenir toutes précisions utiles sur le tracé des canalisations et sur les servitudes qui s'y rattachent, il y a lieu de prendre l'attache de l'exploitant, la société Elf France à Feyzin (adresse postale : raffinerie Rhône-Alpes, B.P. n° 6, 69551 FEYZIN CEDEX).

Cet ouvrage a fait l'objet d'une étude de danger remise à l'administration.

Cette étude montre que le scénario le plus redoutable correspond à une agression extérieure.

C'est ainsi notamment que la rupture franche de telles conduites peut provoquer des brûlures graves jusqu'à plusieurs centaines de mètres dans le cas d'une fuite enflammée, ou avoir des effets destructeurs à des distances encore plus importantes dans le cas de l'explosion d'un nuage gazeux dérivant. Les zones ainsi définies s'étendent de 200 à 450 mètres environ de part et d'autre de l'ouvrage pour les effets les plus graves.

Le risque correspondant, représenté par le couple probabilité - conséquences, est cependant particulièrement faible, et si cela s'avère nécessaire la mise en place d'une protection mécanique à proximité immédiate des conduites, est de nature à le diminuer encore.

Quoi qu'il en soit, la réglementation technique à laquelle cet ouvrage est soumis, garantit a priori sa sûreté.

Néanmoins, le risque nul n'existant pas, il convient de faire preuve de vigilance à proximité de ces canalisations pour éviter en particulier de densifier l'urbanisation.

Si malgré tout des projets urbanistiques doivent être réalisés, il est nécessaire de prendre l'attache de l'exploitant afin que des mesures de protection compensatoires puissent être prises.

A cet égard, dans une zone de l'ordre de 500 mètres de part et d'autre de l'ouvrage, il y a lieu d'attacher plus particulièrement de l'importance à l'examen de certains projets de construction tels que l'habitat collectif, les établissements d'enseignements, les établissements de soins ou encore les établissements recevant du public.

PRÉFECTURE DE L'AIN

Bourg-en-Bresse, le 02 JAN. 2002

Direction des Actions Interministérielles

Bureau de l'Urbanisme, du Tourisme
et des Affaires Culturelles

Affaire suivie par :
Melle Sylviane Berthillot

SB/AMG - Lettre 23 /Urbanisme/Div - 2001

Tél. : 04 74 32 30 43

Fax : 04 74 32 30 07

sylviane.berthillot@ain.pref.gouv.fr

Le préfet de l'Ain

à

Monsieur le maire d'Attignat
Mairie
01340 ATTIGNAT

Objet : Maîtrise de l'urbanisation autour du stockage souterrain d'éthylène de Viriat.
P. J. : Un dossier.

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, le rapport du 16 juillet 2001 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement qui à la fois porte à votre connaissance le cadre juridique applicable et détaille la situation du stockage souterrain d'éthylène de Viriat qui engendre des zones à risques technologiques. La qualification et la quantification des risques conduisent à définir :

- une zone Z1 qui est une zone dans laquelle une surpression de 140 mbar entraînerait des cas de mortalité par effets indirects, projection de matériaux ou chutes ;
- une zone Z2 qui est une zone dans laquelle une surpression de 50 mbar entraînerait des cas de blessures graves et des dégâts matériels ;
- un périmètre de protection du stockage d'un rayon de 1 000 mètres.

Conformément à la législation rappelée dans ce rapport, il vous appartient d'inscrire, dans votre document d'urbanisme, les dispositions appropriées à la prévention de ces risques par la détermination des zones de protection telles que définies par ce rapport, et la définition des règles d'urbanisme qui leur sont applicables, en terme d'interdiction ou de restriction à la construction.

Pour être complet, je dois ajouter qu'à défaut de cette inscription, hypothèse que je n'envisage pas, je serai contraint d'imposer par la procédure du projet d'intérêt général (PIG) les mesures de protection qui alors concerneraient l'ensemble des zones Z1 et Z2.

Pendant le délai nécessaire à cette inscription des mesures d'isolement dans votre document d'urbanisme, je ne puis qu'attirer votre attention sur la nécessité de faire usage, dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation d'occupation du sol, des dispositions de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme pour assurer dès à présent la prise en compte du risque industriel.

Les services de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et de la direction départementale de l'équipement sont à votre disposition pour vous assurer, si nécessaire, une présentation plus détaillée de cette importante question.

Le préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,
Signé : Marc BURG

Copie à :

- M. le chef de groupe des subdivisions de l'Ain de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes
- M. le directeur départemental de l'équipement
- M. le directeur de la réglementation et des libertés publiques
- Mme le chef du SID-PC

Décret du 9 août 1993 renouvelant l'autorisation accordée à la société Elf Antar France d'exploiter un stockage souterrain d'hydrocarbures liquéfiés sur la commune de Viriat (Ain) et portant la capacité autorisée à 150 000 mètres cubes

NOR : INDH93005970

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur,

Vu l'ordonnance n° 58-1332 du 23 décembre 1958 relative aux stockages souterrains d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés, ensemble, pris pour son application, le décret n° 65-72 du 13 janvier 1965 modifié par le décret n° 70-50 du 13 janvier 1970 et par le décret n° 85-450 du 23 avril 1985 ;

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, et notamment son article 2, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application, et notamment son article 13.V ;

Vu le décret du 10 septembre 1971 autorisant la société Elf Rhône-Alpes Union pour le raffinage et la pétrochimie à aménager et exploiter un stockage souterrain d'éthylène sur le territoire de la commune de Viriat ;

Vu la pétition en date du 8 février 1991 par laquelle la société Elf France ayant droit de la société Elf Rhône-Alpes Union sollicite le renouvellement de l'autorisation précitée pour une nouvelle durée de vingt ans, l'augmentation de la capacité maximale autorisée pour la porter à 150 000 mètres cubes d'éthylène et certaines modifications aux conditions de fonctionnement, ensemble la lettre du 8 juin 1993 de la société Elf Antar France venue aux droits de la société Elf France ;

Vu les pièces et documents annexés à la demande ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Lyon en date du 3 mai 1991 portant nomination du commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 mai 1991 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 3 juin au 2 juillet 1991 inclus et l'avis du commissaire enquêteur en date du 31 juillet 1991 ;

Vu les rapports et avis des ingénieurs de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes en date du 14 août 1991 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 5 septembre 1991 ;

Vu l'avis du préfet de l'Ain en date du 14 octobre 1991 ;

Vu l'avis de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures en date du 28 février 1992 ;

Vu l'avis du Conseil général des mines en date du 15 février 1993 ;

Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. - La société Elf Antar France, 2, place de la Coupole, La Défense 6, 92400 Courbevoie, est autorisée pour une nouvelle période de vingt ans à compter du 21 septembre 1991 à exploiter un stockage d'éthylène sur le territoire de la commune de Viriat, dans le département de l'Ain.

Art. 2. - Le volume maximal de stockage d'éthylène est porté à 150 000 mètres cubes. Le stockage est réparti en deux cavités dont les volumes respectifs stockés ne dépassent pas en marche normale 79 000 mètres cubes pour SS 1 et 74 000 mètres cubes pour SS 2, dans le respect du susdit volume maximum global de 150 000 mètres cubes.

Art. 3. - Conformément au plan du 1/10 000 (1) annexé au présent décret, le périmètre de stockage est constitué par l'enveloppe des deux cercles de 400 mètres de rayon ayant pour centre les forages n° 1 et n° 2 qui sont relatifs respectivement aux cavités SS 1 et SS 2 et dont les coordonnées en projection Lambert II sont :

- forage n° 1 : $x = 818\,991$ - $Y = 143\,460$;

- forage n° 2 : $x = 818\,851$ - $Y = 143\,626$.

Le périmètre de protection est constitué par un cercle de un kilomètre de rayon et dont le centre est le forage n° 1 défini ci-dessus.

A l'intérieur de ce périmètre, toute personne exécutant un travail à plus de 500 mètres de profondeur doit produire une autorisation préalable du préfet.

Art. 4. - Les conditions d'exploitation des stockages souterrains fixés par les articles 3, 4 et 6 du décret du 10 septembre 1971 susvisé sont maintenues.

Des dérogations pourront être accordées par le ministre chargé des hydrocarbures pour effectuer des travaux nécessaires à la sécurité, ou au suivi de l'évolution des cavités, présentation des justificatifs et d'une consigne d'exécution.

Art. 5. - La société Elf Antar France versera à l'Etat la redevance visée à l'article 3 de l'ordonnance du 23 décembre 1958 susvisée ; le montant de cette redevance se calcule conformément aux dispositions de l'article 37 du décret du 13 janvier 1965 susvisé modifié en fonction d'une capacité de stockage de 150 000 mètres cubes.

Art. 6. - Le présent décret sera affiché, par les soins du préfet de l'Ain et aux frais du titulaire de l'autorisation, sur la commune de Viriat.

Art. 7. - Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 août 1993.

ÉDOUARD BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur,
- GÉRARD LONGUET

(1) Ce plan peut être consulté au ministère de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur (direction générale de l'énergie et des matières premières, direction des hydrocarbures 101, rue de Grenelle, 75353 PARIS CEDEX 07, ou à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes (division énergie et sous-sol), 146, rue Pierre-Corneille, 69426 LYON CEDEX 03.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

Décret du 12 mars 1979 autorisant Gaz de France à exploiter un stockage souterrain de gaz combustible dans la région d'Etrez (Ain).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'Industrie,

Vu l'ordonnance n° 58-1132 du 25 novembre 1958 relative au stockage souterrain de gaz combustible, ensemble le décret n° 62-1296 du 6 novembre 1962 portant règlement d'administration publique pour son application ;

Vu l'arrêté du 5 mai 1975 autorisant Gaz de France à effectuer des recherches de formations naturelles aptes au stockage de gaz combustible dans la région d'Etrez (Ain).

Vu la pétition en date du 7 juillet 1976 par laquelle Gaz de France sollicite l'autorisation d'exploiter un stockage souterrain de gaz dans la région d'Etrez (Ain) ;

Vu les pièces et documents annexés à la demande ;

Vu le dossier de l'enquête publique à laquelle a été soumise cette demande ;

Vu les rapports et avis du service interdépartemental de l'Industrie et des mines de la région Rhône-Alpes en date des 8 et 24 janvier 1978 ;

Vu l'avis du préfet de l'Ain en date du 10 février 1977 ;

Vu l'avis du ministre de l'Intérieur en date du 24 mars 1977 ;

Vu l'avis du ministre de l'Agriculture en date du 28 mars 1977 ;

Vu l'avis du ministre de la Justice en date du 5 avril 1977 ;

Vu l'avis du ministre de la Santé et de la Sécurité sociale en date du 11 janvier 1978 ;

Vu l'avis du ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire en date du 21 juillet 1977 ;

Vu l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France en date du 19 décembre 1977 ;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 24 juillet 1978 ;

Le Conseil d'État (section des travaux publics) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. — Il est accordé à Gaz de France (service national) une autorisation de stockage souterrain de gaz combustible portant sur les communes d'Attignat, Cras-sur-Reyssouze, Etrez, Foissiat et Marboz dans le département de l'Ain.

Art. 2. — Le périmètre de stockage est délimité par un polygone à côtés rectilignes dont les sommets sont les suivants (en coordonnées Lambert, zone Centre, sauf pour le point D) :

	X	Y
A	822,230	149,095
B	823,920	155,550
C	820,095	155,670
D	Axe du clocher de Foissiat	
E	817,440	154,430
F	819,800	153,090
G	818,530	149,170
H	820,300	149,335

La superficie comprise à l'intérieur de ce périmètre est d'environ 28 kilomètres carrés.

Art. 3. — Le périmètre de protection est défini par un polygone à côtés rectilignes dont les sommets sont les suivants (en coordonnées Lambert II, zone Centre, sauf pour le point F et par référence à un calvaire situé sur la route départementale 29).

	X	Y
A'	822,805	148,210
B'	824,980	156,320
C'	820,150	156,470
D'	817,940	157,050
E'	816,390	154,160
F'	Axe du calvaire situé à 700 mètres au Nord-Ouest de l'église d'Etrez	
G'	817,400	148,280
H'	820,340	148,520

Art. 4. — Les formations géologiques servant au stockage souterrain sont constituées par les couches de sel du Stampien et du Sannoisien.

Art. 5. — Est autorisé, dans la limite d'un volume global des cavités de sept millions de mètres cubes et dans les conditions fixées pour chaque cavité par arrêté du ministre de l'Industrie, l'emmagasinement d'un mélange de gaz naturels d'un pouvoir calorifique supérieur de l'ordre de 11,4 kWh par mètre cube normal de gaz sec.

Ce volume pourra être porté jusqu'à un maximum de quinze millions de mètres cubes par arrêté du ministre de l'Industrie après avis du conseil général des mines.

Art. 6. — Tout travail exécuté à l'intérieur du périmètre de protection et atteignant la cote NGF —140 sous le territoire des communes de Foissiat et Etrez ou la cote NGF —180 sous le territoire des communes de Cras-sur-Reyssouze, Attignat et Marboz devra faire l'objet d'une autorisation préfectorale préalable. Ces servitudes devront, cas échéant, être reportées en annexe au plan d'occupation des sols des communes intéressées, dans les conditions prévues à l'article L. 123-10 du code de l'urbanisme.

Art. 7. — Sans préjudice du versement de la taxe professionnelle instituée par la loi n° 75-628 du 28 juillet 1975, Gaz de France verse à l'Etat la redevance prévue à l'article 3 de l'ordonnance du 25 novembre 1958 et l'article 40 du décret susvisé du 6 novembre 1962.

Art. 8. — La présente autorisation est accordée pour trente ans à partir de la publication du présent décret au Journal officiel.

Art. 9. — Le ministre de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'Industrie,
ANDRÉ GIRAUD.

1°) – A moins de 400 m de chaque puits (zone Z1) sont interdits :

- a) toute nouvelle construction à l'exception de celles nécessaires à l'aménagement et à l'exploitation du stockage souterrain, conformément aux dispositions de l'article III de l'arrêté préfectoral du 24 janvier 1986 ;
- b) la construction de routes ou de voie de chemin de fer à l'exception des routes nécessaires à l'exploitation du stockage et à son accès par les moyens de secours.
- c) les aménagements et les extensions d'habitations même inférieures à 20 m² de superficie et toutes modifications visant à augmenter le nombre de logements.

2°) En zones Z2 sont interdits :

- a) la construction d'immeubles de grande hauteur (au sens de l'article R122.2 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- b) la construction d'immeubles ou d'établissements recevant du public en grand nombre.
- c) Les constructions nouvelles à usage d'équipement collectif (public ou privé) telles que construction d'activité scolaire, sociale, sanitaire, culturelle... à l'exception de celles ne recevant pas du public.
- d) L'aménagement des constructions à usage d'équipement collectif (public ou privé) en dehors du volume existant et la reconstruction à volume supérieur des bâtiments existants après leur démolition.
- e) Les constructions nouvelles à usage artisanal, industriel ou agricole, l'aménagement et la reconstruction de celles existantes, dont l'activité apporterait un risque vis-à-vis du stockage souterrain.
- f) Les constructions à usage d'habitation avec un coefficient d'occupation des sols supérieur à 0,08.
- g) L'extension au delà de 20 m² hors d'œuvre des habitations existantes. La création de logements supplémentaires dans du bâti existant.

3°) – Dans le périmètre d'1 km sont interdits ou réglementés :

- l'implantation de forages à plus de 500 m de profondeur sans autorisation préalable du Préfet (servitude I8) ;
- l'implantation ou la modification d'installations classées pour la protection de l'environnement sans l'avis particulier, au regard de la compatibilité de l'installation avec le stockage, du Service Départemental d'Incendie et de Secours et de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

ANNEXE 10 :

**Servitude I7 relative au stockage souterrain
de gaz combustible**